



Bienvenue chez les «Chleuhs»!

Cahiers de la pensée mili-Terre n° 47

Colonel Philippe SEIGNEUR

publié le 08/11/2017

Histoire & stratégie

Les Cahiers n'avaient pas publié de «Nouvelles d'outre-Rhin» depuis les numéros 29 (point de situation sur l'armée de terre, par le chef du détachement de liaison français à Cologne) et 36 (évolution sociologique de l'outil de défense, par un chercheur allemand). Ce retard est rattrapé grâce au Colonel Philippe Seigneur, qui nous fait une description particulièrement complète et précise de la défense allemande et de son armée de terre en 2017.

Ce titre n'a rien de péjoratif. Il fait référence à un film français, également très apprécié outre-Rhin, qui a contribué à dissiper bon nombre de préjugés sur une région méconnue. L'ambition de cet article est de donner au lecteur non spécialiste quelques éléments pour mieux comprendre la position singulière de l'armée de terre allemande (Heer). En effet, l'Allemagne est souvent l'objet de perceptions erronées et parfois contradictoires en France: les souvenirs confus de trois guerres y contrastent avec un sentiment d'inaction de ses troupes par rapport à une armée française extrêmement engagée. Cette impression est à nuancer car on assiste à un réveil progressif mais certain de l'outil militaire allemand, qui est à prendre en compte dans un contexte sécuritaire en pleine évolution. La question se pose en effet de savoir ce que l'on peut faire concrètement avec notre partenaire le plus proche pour assurer la sécurité de nos deux pays, alors que les structures collectives sont en proie au doute et que les deux armées de terre se trouvent en période de remontée en puissance face à deux menaces différentes mais non exclusives: le djihadisme transnational pour la France, et l'activisme hybride en Europe orientale pour l'Allemagne.

Après avoir rappelé quelques caractéristiques générales de l'Allemagne, cet article s'intéressera aux conditions de l'engagement opérationnel de la Bundeswehr, avant de développer les défis technologiques, démographiques et psychologiques auxquelles la Heer est confrontée.

Qu'est-ce que l'Allemagne en 2017?

Un pays de 82 millions d'habitants, au centre géographique de l'Europe, premier contributeur net de l'Union européenne dont il maîtrise les institutions. Un État qui a su au début des années 2000 lancer des réformes économiques et sociales profondes pour sortir de la crise consécutive à la réunification[1]. Un pays ouvert, qui a accueilli avec générosité et efficacité plus d'un million de réfugiés en deux ans. Une économie florissante, avec un PIB de plus de 3.000 milliards d'euros[2], dont le budget de la défense devrait tirer profit.

Ces résultats alimentent un certain ressentiment[3] chez les voisins du sud de l'Allemagne, durement frappés par la crise. En France, de nombreuses voix dénoncent une hégémonie économique allemande doublée d'une pusillanimité stratégique. À l'inverse, en Allemagne la stagnation économique de la France et ses conséquences politiques éventuelles suscitent l'inquiétude. L'efficacité des armées françaises est considérée avec une pointe d'admiration depuis l'opération Serval, mais aussi de scepticisme sur leur capacité à enchaîner les engagements dans la durée.

Ces deux points de vue peuvent s'expliquer par des cultures diverses. L'aspect économique est le plus flagrant et le plus commenté[4], aussi nous nous limiterons à l'aspect militaire. Que font, que peuvent faire les 167.940 militaires de la Bundeswehr?

Allemagne-France: des cultures stratégiques et politiques diverses

La culture stratégique d'un pays est le produit de sa géopolitique, de son histoire et de ses institutions. Contrairement à la France, riche d'une tradition coloniale plusieurs fois centenaire et toujours présente outre-mer, l'Allemagne demeure une puissance continentale. La France, membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies, a une conception interventionniste en politique internationale, tandis que l'Allemagne se montre plus réservée. Les deux pays ont une chaîne décisionnelle très différente, le président français jouissant d'un pouvoir suprême ? y compris nucléaire ? en matière militaire tandis que le ministre de la défense allemand, chef de la Bundeswehr[5] en temps de paix, est responsable devant le parlement. L'usage de la force militaire est très limité en Allemagne, alors que le recours aux armées est courant en France comme le montre l'opération Sentinelle. Cependant, l'inhibition allemande à intervenir militairement a une origine plus politique que juridique. Certains juristes estiment en effet que les articles 24-II, 35-III, et 87a de la constitution offrent des possibilités d'action très larges à la Bundeswehr tant sur le territoire national qu'à l'extérieur. À ce titre, des réflexions sont en cours pour définir l'engagement de la Bundeswehr en soutien des forces de police des Länder, suite aux attentats de 2016 à Munich et Berlin.

Un processus décisionnel contraignant

Il faut prendre en compte le processus décisionnel allemand pour comprendre la lenteur apparente des projections de la Bundeswehr. La cour constitutionnelle n'a autorisé les «opérations armées à l'étranger» qu'en 1994, à condition qu'elles soient votées par le parlement. Chaque projet de mandat est préparé par le ministère de la défense, dont les divisions stratégie, politique et affaires juridiques travaillent avec le ministère des affaires étrangères (Auswärtiges Amt). Ce projet de mandat est ensuite examiné par les commissions des affaires étrangères et de la défense du parlement, qui débattent de la mission, du cadre géographique, de l'effectif maximum, des capacités et des règles d'engagement de la Bundeswehr. Le mandat est ensuite voté par le Bundestag, qui le reconduit annuellement, parfois avec des amendements pour modifier les capacités ou les zones d'opérations, comme par exemple l'envoi d'hélicoptères dans le nord du Mali dans le cadre du mandat de la MINUSMA[6]. Une loi sur la participation du parlement est venue assouplir en 2005 ce cadre juridique contraignant: les missions de formation ou de soutien ne sont pas soumises au vote s'il n'y a pas de risque de confrontation armée. Ainsi, des avions ravitailleurs allemands ont ravitaillé des chasseurs-bombardiers français lors de l'opération Serval en 2013.

Une exception majeure à ce cadre formel est constituée par l'emploi des forces spéciales. Le Kommando Spezial Kräfte (KSK) a été mis sur pied en 1996, initialement pour mener des missions d'évacuation de ressortissants. La nature de ces missions urgentes impose un processus décisionnel rapide incompatible avec le contrôle a priori du Bundestag. Le KSK s'est forgé une expérience opérationnelle solide en Afghanistan depuis 2001, et l'arrivée d'une escadrille d'hélicoptères H145M en 2017 devrait lui permettre d'élargir encore le spectre de ses opérations. L'engagement des forces spéciales est soumis à une sécurité des opérations drastique, car seuls les chefs de groupes politiques de la commission de la défense sont informés – souvent a posteriori ? du détail de leurs opérations. Cet outil d'urgence est d'un emploi très souple, mais son effectif restreint (moins de 1.000 hommes) le contraint à prioriser ses missions.

Un engagement opérationnel prudent mais déterminé

L'engagement de la Bundeswehr en OPEX a commencé avant même le jugement de la cour constitutionnelle. Dès 1993, des troupes allemandes sont envoyées sous mandat ONU au Cambodge et en Somalie. En 1999, l'Allemagne participe à l'opération controversée de l'OTAN au Kosovo, où elle est encore présente 18 ans plus tard. Le KSK ouvre le théâtre d'Afghanistan avec les SEAL américains et participe à la bataille de Tora Bora en décembre 2001. La Bundeswehr se déploie ensuite à Kaboul de 2002 à 2006, notamment avec la brigade franco-allemande en 2004, puis prend le commandement régional nord de l'ISAF et engage plus de 5.000 hommes entre 2010 et 2011 dans des «conditions analogues à celles de la guerre» selon le ministre de la défense de l'époque.

Ce conflit a marqué l'armée de terre par sa durée et son intensité. La Bundeswehr y a perdu 56 militaires, mais en a tiré de nombreuses leçons capacitaires et organisationnelles. Toujours présente en Afghanistan dans le cadre de la mission Resolute Support, elle se tourne désormais vers l'Afrique et le Moyen-Orient tout en renforçant sa garde à l'est. En mars 2017, le Mali deviendra le premier théâtre devant l'Afghanistan et l'Irak[7]. La Bundeswehr y engagera 1.000 hommes ainsi que huit hélicoptères Tigre et NH 90, assurant pour un an la couverture aéromobile de la MINUSMA. Cette mission obéira la capacité de formation de toute l'ALAT allemande, sacrifice signalé par l'état-major mais consenti par le ministère[8].

Une structure appelée à évoluer

La structure Heer 2011 répondait au niveau d'ambition national qui était d'engager une brigade à deux GTIA pour quatre mois en OPEX, avec 20 mois de présence en métropole entre deux opérations. Ce cycle opérationnel de 24 mois, tiré de l'expérience de l'engagement en Afghanistan, nécessitait six brigades, chaque division prenant en compte la préparation et la conduite des OPEX pour un an. Fin 2016, l'armée de terre allemande (Heer) comptait environ 60.000 hommes[9]. Elle disposait d'une division d'urgence (Division Schnelle Kräfte, DSK) regroupant toutes les forces aéroportées et aéromobiles, chargée des missions nationales d'évacuations de ressortissants, ainsi que de deux divisions mécanisées comprenant chacune trois brigades interarmes.

Les décisions du sommet de Newport en 2014, suite aux affrontements en Ukraine, et l'expansion de l'État islamique au Moyen-Orient ont entraîné une réflexion stratégique en Allemagne qui a débouché sur un nouveau livre blanc en 2016. Cet ouvrage assez générique sera décliné en un concept d'emploi des forces (Konzeption der Bundeswehr, KdB) en 2017, où devrait figurer pour la première fois un contrat opérationnel (Nationale Zielvorgabe). Une nouvelle structure devrait permettre la mise sur pied d'une division générique projetable avec ses renforcements interarmées afin de tenir les engagements de l'OTAN sur son flanc est, tout en poursuivant les opérations périphériques.

Des abandons capacitaires compensés par une intégration poussée

L'orientation vers les opérations de stabilisation sur le modèle afghan a conduit la Heer à abandonner certaines capacités, comme la défense sol-air ou la contre-mobilité. Or, l'analyse du conflit en Ukraine a rappelé l'importance de ces éléments dans le combat de haute intensité moderne. Des études sont en cours pour remettre ces éléments en service en vue du prochain tour de VJTF[10] en 2019. La réflexion la plus aboutie concerne l'appui-feu interarmées (joint fire support), dont l'école d'artillerie d'Idar Oberstein ambitionne de devenir le pôle européen de formation en 2020. Les artilleurs néerlandais et lituaniens s'y forment déjà sur le Panzerhaubitze 2000 allemand, mais l'objectif est d'attirer à moyen terme tous les observateurs aériens avancés (JTAC) européens pour leur qualification et leur recyclage.

Le manque d'effectifs de la Bundeswehr pourrait ainsi être compensé par la fourniture de matériels et de formations à ses partenaires, et les capacités lacunaires pourraient être mutualisées dans un concept de nation cadre, proposé par l'Allemagne aux nations du nord et de l'est de l'Europe comme embryon d'«armée européenne»[11]. Cependant, si l'Allemagne multiplie les partenariats et les créations de structures militaires, allant jusqu'à la création d'un bataillon de chars binational avec les Néerlandais, des problèmes d'interopérabilité et de souveraineté subsistent et rendent ces unités difficilement employables.

Un budget de la défense en augmentation

L'Allemagne est longtemps restée au niveau des références européennes que sont la France et le Royaume-Uni. Cependant, depuis le sommet de Galles de l'OTAN en 2014, qui invitait les pays membres à investir 2% de leur PIB dans leur défense, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'atteindre progressivement cet objectif. L'Einzelplan 14 (le budget de la défense) atteint ainsi 37 G€ en 2017, avec une augmentation jusqu'à 39,2 milliards en 2020. Or, compte tenu du PIB allemand, les 2% correspondraient à 67 milliards d'euros en 2018 et 71 milliards en 2020[12]. Cela confère une marge de manœuvre financière confortable qu'il s'agit de traduire en priorités capacitaires, mais la réalisation de ces capacités en matériels et en effectifs prendra du temps et se heurtera à deux obstacles majeurs aux niveaux industriel et humain.

Une industrie de défense vivant sur ses acquis

Les matériels allemands de la guerre froide sont un succès à l'exportation, avec 18 pays utilisateurs du Léopard 2, dont la Heer a inondé le marché en réduisant son parc de 2.000 à 320 exemplaires. Les armes et munitions de petit calibre sont également appréciées comme le prouve le choix de Heckler & Koch pour fabriquer le futur fusil de l'armée française. Cependant, la conduite de certains programmes a montré de sérieuses défaillances. Ainsi, le nouveau véhicule de combat d'infanterie Puma, annoncé pour 2010, présente tellement de défauts que son prédécesseur est maintenu en service jusqu'en 2025. Le programme de communications tactique MoTaKo (Mobile Taktische Kommunikation) tarde à remplacer les postes de troisième génération en voie d'obsolescence. Le système fantassin du futur (IdZ, Infanterist der Zukunft) est lui aussi pénalisé par des liaisons mal conçues. La numérisation et les systèmes de communication apparaissent ainsi comme les points faibles de la Heer, qui conduisent à un regain d'intérêt pour les solutions disponibles sur le marché international[13]. Des acquisitions en urgence opérationnelle sont envisagées pour éviter le déclassement lors des engagements de l'OTAN, notamment la VJTF 2019. Toutefois, les déficits matériels peuvent être comblés assez rapidement compte tenu des budgets à venir, à condition de trouver le personnel destiné à les servir.

Une démographie inquiétante

L'évolution de la pyramide des âges en Allemagne est un sujet de préoccupation politique depuis 1970, avec un nombre des naissances inférieur de 150.000 par an à celui des décès. Le recours à l'immigration pour pallier ce déclin a fait l'objet de nombreuses polémiques[14], mais ne fournit pas de citoyens allemands immédiatement incorporables dans l'armée. Le vivier des Allemands d'Europe de l'Est (Spätaussiedler), culturellement et juridiquement assimilables, est largement consommé, comme l'indiquent les patronymes slaves chez de nombreux militaires du rang. La Personalstrategie der Bundeswehr[15] du 1^{er} décembre 2016 constate l'impact du défi démographique sur le recrutement: «De 2015 à 2030, le vivier annuel de recrues potentielles de nationalité allemande se réduira de 144.000 hommes et femmes environ (de 749.000 à 645.000)». À cette contraction du volume de personnel disponible s'ajoute la concurrence du marché

du travail civil, dans une économie de plein emploi. En 2016, la direction du personnel a écrit à tous les militaires devant quitter le service pour leur proposer de servir au-delà de la durée légale, uniquement dans le but de combler les déficits actuels des structures existantes. Mais, pour entamer une hausse véritable des effectifs, le vivier doit impérativement s'élargir en assouplissant les critères d'âge, de niveau scolaire et sans doute de nationalité. Le document cité évoque (p. 18) un recours accru aux réservistes et l'«étude de l'ouverture de la Bundeswehr aux citoyens de l'Union européenne». L'impact d'une telle mesure sur la spécificité du métier militaire reste à déterminer.

Culture d'entreprise ou esprit de corps?

Le métier militaire possède une image et un statut très différents de nos jours de part et d'autre du Rhin. La Bundeswehr a été créée dans les années 50 dans une Allemagne traumatisée par les conséquences du nazisme et du militarisme. Il s'agissait avant tout de mettre sur pied un pilier européen de l'OTAN formé de «citoyens en uniforme» pour défendre l'ordre libéral et démocratique. C'est la culture de l'Innere Führung, le commandement intérieur, exercice de l'autorité qui fait appel au respect de la dignité humaine et n'exige plus l'obéissance absolue. Cette prise en compte du «citoyen en uniforme» se traduit par l'existence d'une association professionnelle des militaires, le Bundeswehrverband, et d'un parlementaire chargé de recueillir les doléances des soldats, le Wehrbeauftragte. La liberté d'expression des militaires peut se constater dans les revues *IF* (publication du Zentrum Innere Führung), *die Bundeswehr* (magazine du Bundeswehrverband) et *Loyal* (organe de l'association des réservistes de la Bundeswehr, dirigée par un parlementaire influent). Les décisions ministérielles y sont scrutées à la loupe et les points de vue y sont confrontés avec franchise.

La suppression du service militaire en 2011 n'a pas mis fin au lien armée-nation, mais elle a compliqué le recrutement en privant une partie de la jeunesse de l'occasion de découvrir le métier des armes. Depuis, la Bundeswehr doit mener une campagne de recrutement agressive (une «offensive de l'attractivité», selon l'expression de Madame le ministre) pour réaliser ses effectifs malgré une forte réduction de format depuis 2010, et ce dans un contexte extrêmement concurrentiel. Une chaîne You tube sur l'incorporation des recrues de la marine remporte un succès d'audience chez les jeunes, mais tarde à se traduire en engagements réels.

Faute de forces de souveraineté et de présence outre-mer offrant des perspectives de voyages et d'exotisme, les campagnes de recrutement multimédias mettent l'accent sur les possibilités de formation, l'acceptation de toutes les différences et les bonnes conditions de travail au sein de l'«entreprise Bundeswehr». Sans toutefois éviter certaines contradictions: l'application depuis janvier 2016 de la directive européenne sur le temps de travail aux militaires, entendue comme facteur d'attractivité, soulève de nombreux problèmes pratiques et limite leur disponibilité, ce qui entraîne des besoins en effectifs supplémentaires.

Cette «civilianisation» progressive a été remise en cause par 16 jeunes officiers dans un livre: *Armee in Aufbruch* (Une armée sur le départ), paru en 2014[16]. Cet ouvrage exprime les interrogations des jeunes cadres des armes de combat, tiraillés entre une vocation particulière et une société «post-héroïque» qui n'exprime envers l'armée qu'un «désintérêt amical» (p.110). Ce recueil a fait l'objet de nombreux commentaires, notamment dans la revue *IF*[17], pour sa critique du nouveau cursus de formation des

cadres (p.41), mais il prouve le courage et la passion de ces jeunes pour leur métier, qu'ils désirent exercer pleinement en opérations.

Conclusion:

Ce tour d'horizon des conditions d'engagement de la Heer permet de dégager trois enseignements. Sur le plan politique, l'Allemagne s'achemine progressivement vers une plus grande responsabilité internationale en multipliant les partenariats et en s'engageant de plus en plus dans les opérations de l'OTAN et de l'ONU. Sur le plan capacitaire, elle est à la recherche de solutions en matière de SIC et d'optronique, que son industrie peine à lui fournir malgré un budget conséquent. Sur le plan humain, elle dispose d'une ressource de qualité mais de plus en plus rare.

Ces trois constats, associés au Brexit et à l'isolationnisme de l'administration Trump, ouvrent des perspectives concrètes pour la coopération militaire franco-allemande, structurée de longue date^[18]. Ces deux armées, les plus importantes de l'Union européenne, ont un intérêt certain à développer les capacités d'action militaire de l'UE. Celle-ci pourrait leur fournir un cadre juridique ainsi que des capacités complémentaires pour des opérations communes en dehors du cadre de l'OTAN.

Ancien stagiaire de la Führungsakademie de Hambourg, le Colonel Philippe SEIGNEUR est actuellement officier de liaison français à l'office de développement de l'armée de terre allemande, à Cologne. Il participe depuis 2013 à la mise en condition avant projection des contingents allemands pour le Mali au Zentrum Innere Führung de Coblenz. À ce titre, il est au contact des évolutions de la Heer dans de nombreux domaines.

[1] Voir le discours du «sursaut» de 1997 du président fédéral Roman Herzog: http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Roman-Herzog/Reden/1997/04/19970426_Reede.html

[2] En 2015, cf <https://data.oecd.org/fr/gdp/produit-interieur-brut-pib.htm#indicator-chart>

[3] http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/04/29/attaques-contre-merkel-la-presse-francaise-partagee_3167973_823448.html

[4] <http://www.europe1.fr/emissions/l-edito-eco2/allemande-le-pays-qui-defie-les-lois-de-la-politique-et-de-leconomie-2701507>

[5] Inhaber der Befehls und Kommandogewalt (IBuK) détenteur du pouvoir de commandement, art 65 a de la constitution. Le commandement passe au chancelier fédéral en temps de guerre, art. 115b.

[6] <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/18/108/1810819.pdf>

[7] <http://forcesoperations.com/la-bundeswehr-aux-commandes-du-ciel-malien/>

[8] Magazine Loyal, #2/2017, page 25

[9] Il y a en tout 94.000 porteurs d'uniformes de la Heer, mais ces 34.000 personnes supplémentaires servent en grande partie dans l'organisation interarmées du soutien, la Streitkräftebasis (SKB)

[10] Very High Readiness Joint Task Force, brigade de réaction immédiate de l'OTAN, cf. <https://www.shape.nato.int/page349011837>

[11] <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2015-03-25/germanys-idea-a-european-army>

[12] Griephan Brief 05/17, 30 .01.2017

[13] <http://augengeradeaus.net/2016/11/gefaehrliche-funkstoerung/#more-25637>

[14] Cf le livre de Thilo Sarrazin: "Deutschland schafft sich ab"(le suicide allemand)

[15] <https://www.welt.de/politik/deutschland/article159898506/Bundeswehr-wirbt-um-Schulabbrecher-und-Auslaender.html>

[16] Marcel Bohnert / Lukas J. Reitstetter (Hgg.): "Armee im Aufbruch. Zur Gedankenwelt junger Offiziere in den Kampftruppen der Bundeswehr", Berlin: Carola Hartmann Miles-Verlag 2014, 262 S., ISBN 978-3-937885-98-8

[17] IF, Zeitschrift für Innere Führung, N° 2/2015

[18] <http://www.france-allemande.fr/Cooperation-franco-allemande-en-1471.html>

Titre : Colonel Philippe SEIGNEUR

Auteur(s) : Colonel Philippe SEIGNEUR

Date de parution 08/11/2017
